

## L'enfermement hexagonal

par Zaki Laïdi \*

Au plan des principes, la gauche ne prétend pas avoir de problème particulier avec la mondialisation. Elle se veut internationaliste et européenne. Elle reconnaît les avantages de celle-ci et aspire simplement à en corriger les déséquilibres par le recours à plus de régulation. Mais dans les faits, ce réformisme de bon aloi masque un désarroi idéologique et politique profond face à cet enjeu. Dans le questionnaire Sciences-Po / Telos ( 1 ) adressé à tous les députés sur leurs perceptions de la mondialisation, on constate que 5 % seulement des députés socialistes considèrent la mondialisation comme un phénomène avant tout positif. Par ailleurs, aucun d'entre eux ne reconnaît, par exemple, que les consommateurs sont des bénéficiaires de la mondialisation.

Par ailleurs, une immense majorité d'entre eux considère que les problèmes d'emploi sont davantage liés à la mondialisation qu'à la structure interne du marché de l'emploi.

Enfin, la plupart ont une idée très négative du rôle d'institutions internationales comme l'OMC, qui est vue comme une institution dérégulatrice et non régulatrice.

Quand on consulte la littérature à destination des militants, le constat est identique : ce qui est toujours mis en évidence, ce sont les déséquilibres, les inégalités, les injustices, jamais les potentialités ou les perspectives positives. Le fait, par exemple, que la mondialisation soit une chance historique pour des peuples entiers n'est jamais souligné, probablement parce que cette idée peut être associée à celle de dumping social ou de délocalisation.

Il en résulte une sorte de double enfermement. Un enfermement dans un pessimisme social, qui est devenu le coeur de l'identité de la gauche. Un enfermement national ensuite, car le modèle de référence de la gauche reste celui des Trente Glorieuses où les compromis sociaux entre le capital et le travail se faisaient dans un cadre national. En réalité, et surtout depuis son échec en 2002, la gauche a cru se reconstruire en capitalisant sur un discours antilibéral extrêmement fruste et en épousant les positions des altermondialistes qu'elle a toujours ménagés. Cette tendance s'est renforcée après l'échec au référendum de 2005, où, sous la pression de la gauche radicale, le Parti socialiste a cru que son salut viendrait d'une radicalisation antilibérale et anti-européenne. Il en a résulté un profond isolement des socialistes en Europe. Mais, conformément à une tradition historique qui est la sienne depuis un siècle, le PS a souvent cru que son isolement était une forme d'avant-gardisme politique. Cette radicalisation purement rhétorique ne s'est toutefois pas révélée électoralement payante. La gauche française n'a jamais été aussi peu crédible politiquement qu'aujourd'hui. Le pessimisme social qui lui sert au fond de socle idéologique la dessert. Un projet politique ne peut aboutir qu'en incarnant une espérance.

La gauche doit se reprendre de cette idée selon laquelle la mondialisation idéale serait au fond la mondialisation dans un seul pays.

*(\*) Professeur à Sciences-Po , a publié avec Gérard Grunberg « Sortir du pessimisme social. Essai sur l'identité de la gauche » ( Hachette Littératures / Telos 2007 ). ( 1 ) Disponible sur [telos-eu . com](http://telos-eu.com)*